

Arrêté préfectoral du **22 MAI 2023**  
portant modification de l'autorisation environnementale  
n°26-2016-11-30-003 du 30 novembre 2016 de la société GRANULATS VICAT  
sur la commune de LORIOI-SUR-DRÔME

La préfète de la Drôme  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

**VU** le Code de l'environnement, notamment ses articles L.181-1 et suivants, et R.181-45 et R.181-46 ;

**VU** la nomenclature des installations classées ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

**VU** l'arrêté Arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°26-2016-11-30-003 du 30 novembre 2016 autorisant la société GRANULATS VICAT à exploiter une carrière de sables et graviers sur la commune de Loriol-sur-Drôme aux lieux-dits « Les Ramières Est » et « Les Ramières Ouest » ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2015-071-0017 du 12 mars 2015 portant autorisation de perturbation intentionnelle ou capture de spécimens d'espèces protégées, destruction, altération ou dégradation d'habitats d'espèces protégées, par la société GRANULATS VICAT dans le cadre du renouvellement de l'exploitation d'une carrière sur la commune de Loriol-sur-Drôme ;

**VU** la demande, déposée le 3 avril 2023, de modifier les conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière sise lieux-dits « Les Ramières Est » et « Les Ramières Ouest » à Loriol-sur-Drôme ;

**VU** l'avis favorable du maire de la commune de Loriol-sur-Drôme sur la modification de la remise en état de la carrière en date du 22 février 2023 ;

**VU** l'avis favorable du propriétaire des terrains sur la modification de la remise en état de la carrière du 22 mars 2023 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 17 mai 2023 ;

**VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courriel le 10 mai 2023 ;

**VU** les observations de l'exploitant le 11 mai 2023 sur ce projet ;

**CONSIDÉRANT** que l'autorisation délivrée par l'arrêté préfectoral n°26-2016-11-30-003 du 30 novembre 2016 relève depuis le 1<sup>er</sup> mars 2017 du régime de l'autorisation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** que la modification des conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière autorisées par l'arrêté préfectoral n°26-2016-11-30-003 du 30 novembre 2016 doit être considérée comme une demande de modification de l'autorisation environnementale susvisée au titre des articles L.181-14 et R.181-46 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la modification de la remise en état permettra d'augmenter la surface de roselières créée de 5 100 m<sup>2</sup> à 5 400 m<sup>2</sup> et de boisement de 16 500 m<sup>2</sup> à 26 500 m<sup>2</sup> ;

**CONSIDÉRANT** que la remise en état reste inchangée et de type naturelle ;

**CONSIDÉRANT** que seuls des terres et pierres seront acceptées pour la remise en état de la carrière par remblaiement (code déchet 17 05 04 et 20 02 02) ;

**CONSIDÉRANT** que le suivi de matériaux et déchets inertes entrants sera réalisé conformément aux prescriptions de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes ;

**CONSIDÉRANT** que le site est suivi par un réseau de piézomètres permettant de surveiller l'absence de pollutions (pH, température, MES, conductivité, DCO, COV/BTEX, hydrocarbures totaux et bactériologie) ;

**CONSIDÉRANT** que la quantité de matériaux en remblaiement sera de 15 000 m<sup>3</sup> par an ;

**CONSIDÉRANT** que l'extraction se fera dans les mêmes conditions d'exploitation que celles prévues par l'autorisation susvisée ;

**CONSIDÉRANT** que la modification n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, et qu'elle n'est pas substantielle au sens de l'article L.181-14 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions prévues au présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients visés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement ;

Le demandeur consulté,

**SUR PROPOSITION** de la secrétaire générale de la préfecture de la Drôme

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

L'article 8.2 « Remblayage » de l'arrêté n°26-2016-11-30-003 du 30 novembre 2016 est remplacé par l'article suivant :

#### **Article 8.2 – Remblayage**

Les déchets inertes utilisés pour le remblayage partiel de la carrière sont :

Code déchet	Description	Restrictions
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses	À l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et pierres provenant de sites contaminés
20 02 02	Terre et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe

Tous les autres déchets autres que ceux mentionnés par le tableau ci-dessus sont interdits.

L'apport de matériaux extérieurs et déchets inertes sera au maximum de 15 000 m<sup>3</sup> par an.

Un volume annuel supérieur à 15 000 m<sup>3</sup> pourra être réceptionné en cas de chantier important sous réserve que le volume total de remblai de la durée d'exploitation soit au maximum de 180 000 m<sup>3</sup>.

L'admission des matériaux se fera dans les conditions fixées par l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes.

Le suivi annuel des volumes ou tonnages de matériaux entrant sera tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

### **Article 2 :**

Garanties financières :

Le montant des garanties financières de l'ANNEXE 1 relative aux garanties financières de l'arrêté n°26-2016-11-30-003 du 30 novembre 2016 est fixé à :

Périodes :

– 2023 – 2026 : 109 521 €

– 2027 – 2031 : 110 133 €

– 2032 – 2036 : 54 168 €

Indice TP01 utilisé : 128 (janvier 2023) et TVA : 20 %

Les garanties financières de la dernière période seront renouvelées si besoin, jusqu'à la levée de l'obligation des garanties financières.

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, sous un délai d'un mois, à compter de la notification du présent arrêté, un document attestant de la constitution des garanties financières.

### **Article 3 :**

L'ANNEXE 3 « Phasage d'exploitation » et l'ANNEXE 4 « Phasage des garanties financières » de l'arrêté n°26-2016-11-30-003 du 30 novembre 2016 sont remplacées par l'ANNEXE 1 du présent arrêté.

### **Article 4 :**

L'ANNEXE 5 « Plan de remise en état de la carrière » de l'arrêté n°26-2016-11-30-003 du 30 novembre 2016 est remplacée par l'ANNEXE 2 du présent arrêté.

### **Article 5 :**

L'ANNEXE 7 « Mesures en faveur du milieu naturel » de l'arrêté n°26-2016-11-30-003 du 30 novembre 2016 est remplacée par l'ANNEXE 3 du présent arrêté.

### **Article 6 :**

Modification de l'arrêté n°2015-071-0017 du 12 mars 2015 portant autorisation de perturbation intentionnelle ou capture de spécimens d'espèces protégées, destruction, altération ou dégradation d'habitats d'espèces protégées, par la SAS GRANULATS VICAT, dans le cadre du renouvellement de l'exploitation d'une carrière sur la commune de Loriol-sur-Drôme :

Les surfaces des mesures de compensation MC\_2 et MC\_3 de l'article 2 et de l'ANNEXE 6 de l'arrêté n°2015-071-0017 du 12 mars 2015 sont remplacées par les surfaces suivantes :

– MC\_2 : création de roselières (5 400 m<sup>2</sup>) ;

– MC\_3 : création d'un prolongement du boisement inscrit à l'inventaire départemental des zones humides et de boisements complémentaires (26 500 m<sup>2</sup>).

L'ANNEXE 4 « Localisation des mesures ME\_3 à ME\_5, MR\_2, MC\_1 à MC\_3 de l'arrêté n°2015-071-0017 du 12 mars 2015 est remplacée par l'ANNEXE 3 du présent arrêté.

### **Article 7 :**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

1°/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2°/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le Tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE.

#### **Article 8 :**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie de VALENCE et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de la commune de LORIOLE-SUR-DRÔME fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP) de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 9 :**

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Drôme, le maire de LORIOLE-SUR-DRÔME et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement AUVERGNE-RHÔNE-ALPES chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence

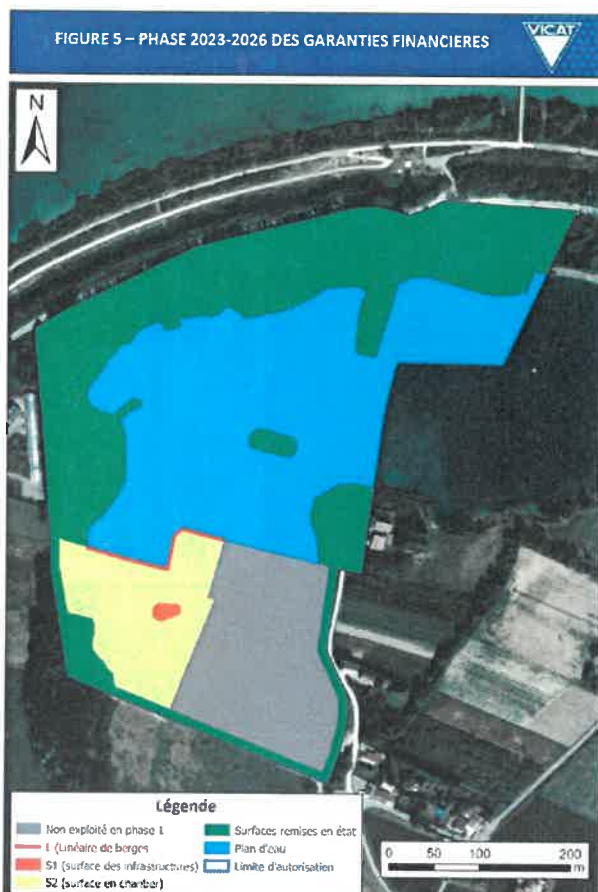
La préfète,

Pour la Préfète et par délégation  
La Secrétaire Générale

Marie ARGOUARC'H

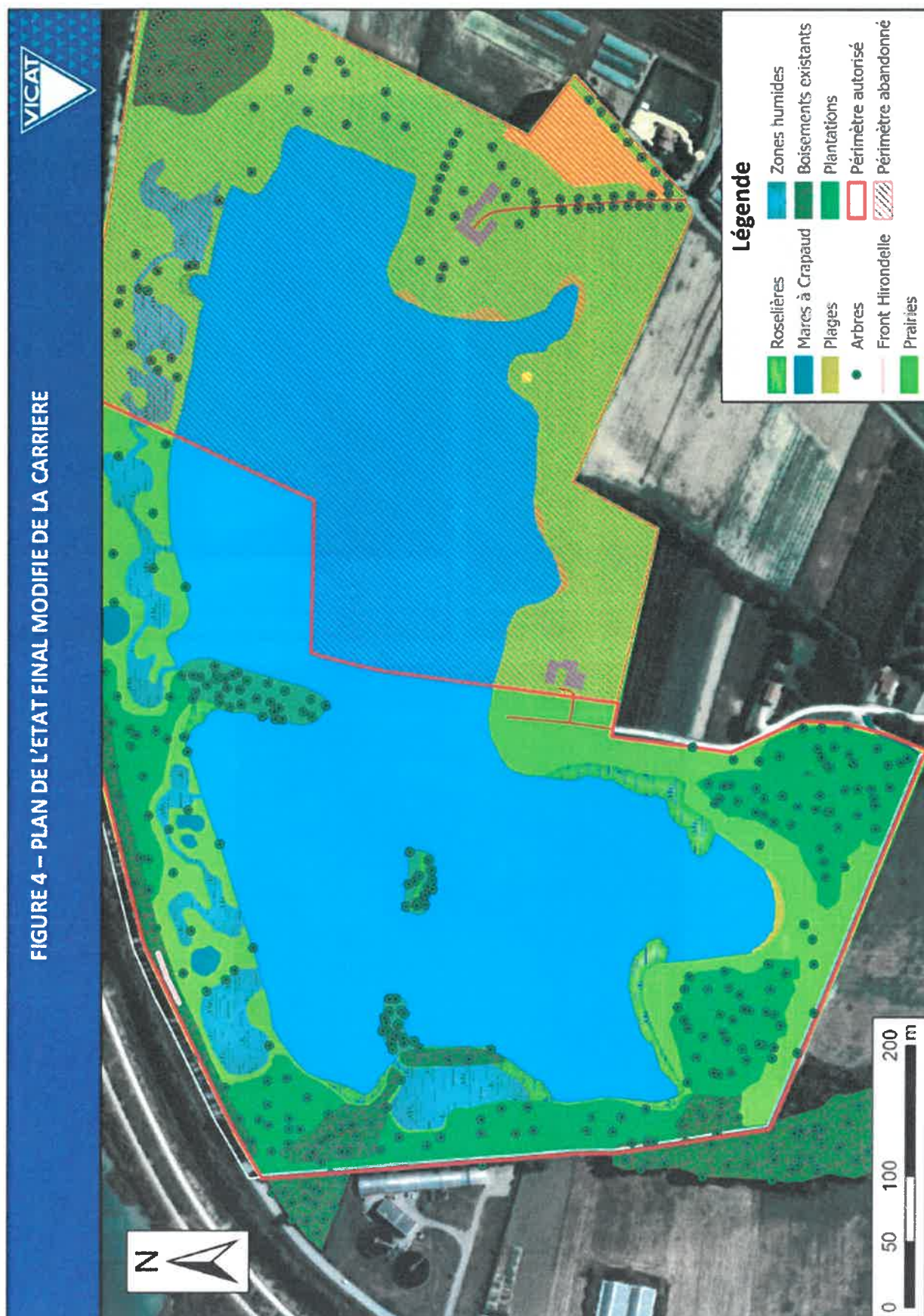
## ANNEXE 1

Phasage des garanties financières de la carrière de la société GRANULATS VICAT sur la commune de LORIOL-SUR-DRÔME aux lieux-dits « Les Ramières Est » et « Les Ramières Ouest ».



## ANNEXE 2

Plan de remise en état de la carrière de la société GRANULATS VICAT sur la commune de LORIOL-SUR-DRÔME aux lieux-dits « Les Ramières Est » et « Les Ramières Ouest »



### ANNEXE 3

Mesures en faveur du milieu naturel pour la carrière de la société GRANULATS VICAT sur la commune de LORLIOL-SUR-DRÔME aux lieux-dits « Les Ramières Est » et « Les Ramières Ouest » - Localisation des mesures ME\_3 à ME\_5, MR\_2, MC\_1 à MC\_3.

